

## MONDE

Croissance du PIB	2007*	2008**
France	1,9	1,8
Allemagne	2,6	1,8
Royaume-Uni	3,1	2,0
Italie	1,8	1,3
Zone euro	2,6	1,9
Etats-Unis	2,2	2,0
Japon	1,9	1,6
Brésil	4,8	4,5
Chine	11,4	10,7
Inde	8,8	8,6
Russie	7,3	6,5

Source : OCDE, juin 2007.

\* Estimations. \*\* Prévisions.

## FRANCE

### Données générales

Inflation <sup>(1)</sup>	2,4 %
Smic mensuel brut (pour 35 heures) <sup>(2)</sup>	1 280 €
Smic horaire brut <sup>(2)</sup>	8,44 €
RMI pour une personne seule <sup>(3)</sup>	440,86 €
Nombre d'allocataires du RMI <sup>(4)</sup>	1 176 000

**Salaire le plus bas des 10 % les mieux payés rapporté au salaire le plus haut des 10 % les moins bien payés<sup>(5)</sup>** 2,9

**Rapport entre le salaire moyen brut des femmes et celui des hommes<sup>(5)</sup>** 81,1 %

Sources : Insee, Cnaf et ministère de l'Emploi.

(1) Novembre 2007, sur un an.

(2) Au 1<sup>er</sup> juillet 2007

(3) En février 2007.

(4) En métropole et DOM, septembre 2007.

(5) Données 2005, emplois à temps complet dans le secteur privé.

### Emploi

Taux de chômage*	8,3 %
Taux de chômage des femmes*	8,8 %
Taux de chômage des moins de 25 ans* <sup>(1)</sup>	19,1 %
Nombre officiel de chômeurs <sup>(2) (4)</sup>	1 942 000
Nombre total de chômeurs <sup>(3) (4)</sup>	3 138 800
Chômeurs de plus d'un an <sup>(2) (4)</sup>	502 000

Sources : Insee et ministère de l'Emploi.

\* Troisième trimestre 2007.

(1) Le taux porte sur les actifs (hors personnes scolarisées).

(2) Catégorie 1 : personnes ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois précédent, qui ne cherchent ni un temps partiel ni un CDD et sont immédiatement disponibles.

(3) Toutes catégories, sauf les chômeurs non immédiatement disponibles ou en activité.

(4) Octobre 2007.

## LE CHIFFRE

# 40,9 %

● Selon les dernières données du Congressional Budget Office, les 10 % d'Américains les plus riches concentraient 40,9 % des revenus en 2005. Les impôts payés sur ces revenus représentent 54,7 % du total des impôts fédéraux, laissant aux 10 % les plus riches 37,4 % des revenus après impôts. Le 1 % les plus riches concentre, lui, 18,1 % des revenus, paye 27,6 % des impôts et représente 15,6 % des revenus après impôts.

## CHRONIQUE



Mathieu Plane, économiste à l'OFCE

“

La dette publique française est notée AAA par les agences de notation, la meilleure note qui soit en termes de qualité de dette”

## La France est-elle en faillite ?

La dette publique française, au sens de Maastricht, se situait à 64,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2006. Elle a augmenté de plus de 7 points ces cinq dernières années. Si au regard de la dynamique de la dette, la France fait moins bien que ses partenaires européens depuis 2001, il n'en reste pas moins qu'en termes de niveau de dette, elle ne se distingue pas des autres grands pays. Elle affiche même une position plus favorable. Son niveau de dette est inférieure à celui de la zone euro (69,1 %) et de l'Allemagne (67,9 %), approximativement au niveau des Etats-Unis (65 %) et nettement en dessous de l'Italie (107 %) et du Japon (159 %). Il n'y a donc pas de singularité française sur ce point.

De plus, la dette au sens de Maastricht est une mesure brute qui ne prend pas en compte les actifs détenus par les administrations publiques. Or ces dernières possèdent des actifs financiers (actions cotées, dépôts...), mais surtout des actifs physiques (infrastructures). La dette financière nette était de 38,2 % du PIB en 2006, soit à un niveau proche de celui de 1995, alors que

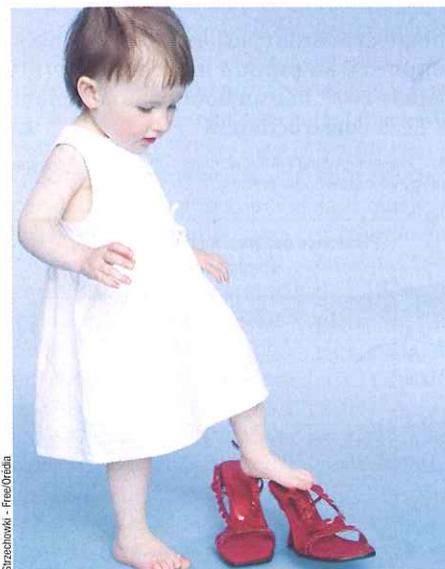
la dette au sens de Maastricht a augmenté de 8,7 points de PIB sur la même période.

Cet écart d'évolution s'explique par la forte valorisation des actions détenues par l'Etat au cours de ces dix dernières années. Si on comptabilise l'ensemble des actifs, c'est-à-dire aussi les actifs physiques, les administrations publiques ne présentent plus une dette, mais une richesse nette (37,8 % du PIB en 2006). Celle-ci a d'ailleurs augmenté de plus de 22 points de PIB entre 1995 et 2006, ce qui veut dire que les administrations publiques se sont enrichies sur cette période, notamment en raison de la forte valorisation des terrains détenus par l'Etat (+ 200 % en dix ans). Le bébé français ne récupère pas à la naissance une dette publique de 18 700 euros, mais hérite au contraire d'un actif net de 11 000 euros, même s'il est vrai qu'une partie des actifs physiques ne sont pas cessibles et qu'il est difficile de leur donner une valeur marchande.

De plus, d'un point de vue global, ce qui compte pour le nouveau-né français, ce n'est pas uniquement le patrimoine des administrations publiques mais celui de la nation, qui intègre également les autres secteurs institutionnels (ménages, entreprises, position extérieure...). Au regard du compte de patrimoine de la nation, chaque Français né en 2006 hérite en moyenne de 185 400 euros.

Enfin, la dette publique française est notée AAA par les agences de notation (Standard & Poor's, Fitch Ratings), la meilleure note qui soit en termes de qualité de dette. La France fait donc partie des meilleurs élèves de la classe mondiale quant à la gestion de ses finances publiques. Cela veut dire aussi que l'Etat français ne risque pas de faire défaut au remboursement de sa dette, ce qui explique par ailleurs la faiblesse des taux d'intérêt sur les obligations publiques (inférieurs à 4 % en moyenne depuis début 2005), considérées comme un placement sans risques. Si la gestion des finances publiques doit être rigoureuse, d'autant plus que le choc du vieillissement va s'amplifier dans les prochaines années, rien n'indique donc que l'Etat français soit en situation de faillite. ■

**Le bébé français ne récupère pas à la naissance une dette publique de 18 700 euros, mais hérite au contraire d'un actif net de 11 000 euros.**



Sizzechowski - FreeOrléans